

N°	<i>Questions</i>
01	Traitez de manière essentielle la relation : balance commerciale – fiscalité et croissance économique, dans un contexte financier difficile.
02	Dans quelle mesure un système généralisé de subventions publiques (SGSP) va à l'encontre d'une allocation rationnelle des ressources financières disponibles, quel que soit le contexte ?
03	Compte tenu des nouvelles contraintes budgétaires, caractérisées principalement par une chute drastique des recettes fiscales, il vous est demandé, en qualité de cadre au Ministère des Finances, de mettre en relief la nécessité de rationaliser les dépenses publiques.
04	Il vous est demandé, en qualité de cadre au Ministère des Finances, de proposer des mesures visant à atténuer le contentieux fiscal en Algérie et/ou en Tunisie.
05	Il vous est demandé, en qualité de cadre au Ministère des Finances, de présenter des mesures à entreprendre pour assurer la continuité des grands projets d'investissement public pouvant être compromis par une situation financière difficile ?
06	Dans un contexte de baisse de recettes budgétaires, il vous est demandé en qualité de cadre au Ministère des Finances, de proposer des mesures essentielles permettant la satisfaction des besoins fondamentaux de la population.
07	Il vous est demandé, en qualité de cadre au Ministère des Finances, de proposer des mesures permettant de concilier la hausse des ressources fiscales ordinaires et la nécessaire incitation à investir.
08	Il vous est demandé, en qualité de cadre de l'Administration douanière, de proposer des mesures d'amélioration du rendement de l'Administration douanière.
09	Selon A. Laffer , « trop d'impôt tue l'impôt ». Quelles mesures suggérez-vous alors, en qualité de cadre au Ministère des Finances, pour assurer un meilleur rendement fiscal ?
10	Pensez-vous, en tant que cadre au Ministère des Finances, que le mécanisme actuel de suivi et d'évaluation, tant interne qu'externe, des dépenses publiques contribue à l'amélioration de leur efficacité ?
11	Nos Etats (Algérie et Tunisie) font face à de nouveaux défis qui détermineront l'avenir de nos nations. La question de la gestion publique en est un, dans la mesure où l'Administration doit nécessairement passer d'une logique de moyens à une logique de résultats en matière de finances publiques. Il vous est demandé, en qualité de cadre au Ministère des Finances, de suggérer des mesures pouvant relever un tel défi.
12	Présentez et analysez de manière essentielle les objectifs, les grands axes et les limites des programmes de modernisation de l'Administration fiscale en Algérie et/ou en Tunisie.
13	Il vous est demandé de traiter, en qualité de cadre au Ministère des Finances, la question suivante : la réforme des finances publiques est-elle une nécessité ou un choix stratégique ?
14	Dans quelle mesure une délégation du pouvoir fiscal au niveau local contribue à l'amélioration des ressources des collectivités locales ?
15	Il vous est demandé d'avancer des propositions, dans le cadre d'une réforme fiscale, pour ne limiter le bénéfice du régime forfaitaire qu'aux seules personnes qui le méritent.

16	Quelles sont les tâches qui pourraient être confiées à une structure de police fiscale pour améliorer le rendement fiscal ?
17	Vous êtes chargé(e) de mettre en place une action de communication pour améliorer le consentement à l'impôt : quels sont, alors, les principaux thèmes de cette action ?
18	Quelles sont les mesures fiscales susceptibles d'être prises pour encourager davantage l'investissement dans une période de crise ?
19	L'impôt étant un outil de politique économique, quelles sont les mesures susceptibles d'encourager l'épargne dans une période de crise ?
20	Il vous est demandé, en tant que cadre au Ministère des Finances, de présenter les avantages et inconvénients du mécanisme de retenue à la source en matière fiscale.
21	Quelles mesures suggérez-vous, en qualité de cadre au Ministère des finances, pour accélérer la procédure de restitution des crédits d'impôts tout en garantissant les droits du Trésor ?
22	Quelles sont selon vous, en qualité de cadre au Ministère des Finances, les mesures susceptibles d'améliorer la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales ?
23	Comment améliorer le civisme en matière fiscale ?
24	Comment selon vous, en tant que cadre au Ministère des Finances, la décentralisation peut-elle être un moteur de développement économique ?
25	Pensez-vous, en tant que cadre au Ministère des Finances, que la mise en place d'un système d'information (SI) peut mener à l'amélioration du service aux usagers et de l'efficacité de l'administration ?
26	Quels sont selon vous, en tant que cadre au Ministère des Finances, les moyens susceptibles d'améliorer les relations entre l'administration fiscale et le contribuable en termes de régimes fiscaux et de procédures notamment ?
27	Quelles sont selon vous, en tant que cadre au Ministère des Finances, les mesures d'austérité et/ou de rationalisation budgétaire à prendre en période de crise ?
28	Que vous inspire, en tant que cadre au Ministère des Finances, la soutenabilité budgétaire ?
29	Quel est l'impôt le plus rentable des ressources budgétaires ?
30	Pensez-vous, en tant que cadre au Ministère des Finances, que la TVA est un impôt injuste ?
31	Les investisseurs préfèrent-ils les incitations fiscales (exonérations d'impôts) à la sécurité juridique et à la stabilité fiscale ? Pourquoi ?
32	De manière générale, est-ce que le contrôle exercé sur les dépenses publiques est efficace ? A quel niveau pourrait être appréciée l'efficacité du contrôle ?
33	Le système de contrôle financier en place devrait-il être abandonné dans le cadre de la gestion budgétaire axée sur les résultats ? Ou devrait-il évoluer vers un autre système pour une autre logique ?
34	Quelles sont selon vous, en tant que cadre au Ministère des Finances, les mesures susceptibles d'améliorer la situation de la trésorerie publique et la gestion rationnelle des liquidités du Trésor ?
35	Que vous inspire, en tant que cadre au Ministère des Finances, la gestion par performance dans le domaine des finances publiques ?

36	Est-ce le budget qui est au service de la politique économique ou l'inverse ?
37	Les finances publiques sont considérées comme les finances des Personnes Morales de Droit Public interne et des organisations internationales et supra nationales au niveau externe. Qu'en-pensez-vous ?
38	Les finances publiques sont l'expression technique, procédurière de débats politiques et également l'aspect le plus concret de la démocratie. Commenter.
39	« Le Contrôle Financier est avant tout préventif et vaut davantage par ce qu'il empêche et qu'on ne mesure pas que par ce qu'il sanctionne. » Commenter.
40	Le contrôle réalisé par les services de l'IGF en Algérie et/ou CGF en Tunisie est-il redondant par rapport à celui effectué par la Cour des Comptes ? Dites en quelques mots les arguments qui rapprochent ces deux contrôles et ceux qui les distinguent ?
41	Quel est l'intérêt de la détermination de l'origine des marchandises ?
42	Quel est l'intérêt du statut de l'opérateur économique agréé ?
43	Comment la douane peut-elle concilier l'impératif de facilitation et l'efficacité du contrôle ?
44	Quel est l'intérêt du système harmonisé de codification et désignation des marchandises ?
45	Quelles sont les méthodes de substitution à la valeur transactionnelle ?

NB : Cette liste pourrait être enrichie par d'autres questions.